



Bulletin national des entreprises

n°9



#ToutBloquer par la grève Tous et toutes en lutte dès le 10 septembre !

Suppression de 2 jours fériés, 43 milliards de dépenses sociales à piller, attaques contre l'assurance-chômage et la 5e semaine de congès payés... le Pouvoir protège et biberonne le patronat et les riches, et promet au Peuple de la sueur, du sang et des larmes. L'Etat sécuritaire et la « démocratie » à la française apparaissent pour ce qu'ils sont : une organisation calibrée, « quoi qu'il en coûte » pour satisfaire les intérêts des plus riches.

L'absence de riposte forte des Confédérations syndicales, la vague promesse de "lutte" à la « rentrée », et la stratégie perdante de l'intersyndicale, sans modalités ni plans d'actions et qui, malgré la gravité des attaques, n'est capable d'accoucher que d'une pétition en ligne, est un grave problème. Contre la stratégie du choc permanent des capitalistes, nous avons en effet besoin, ici et maintenant, d'une contre-attaque à la hauteur des coups portés contre les travailleurs et les travailleuses.

TOUT CE QUI RENFORCE LA LUTTE DES CLASSES EST POSITIF

Des appels salutaires à bloquer le pays, par la grève et le boycott, le 10 septembre, qui évoquent le précédent mouvement des Gilets Jaunes, se multiplient sur les réseaux de communication en réaction au projet monstrueux de Budget austéritaire du gouvernement le plus minoritaire et illégitime de la 5e république.

Ces initiatives sont louables, surtout dans un climat de résignation générale après la défaite (écrite) de la stratégie perdante de l'intersyndicale contre la réforme des retraites et les coups de massue des plans de licenciements (300 000 emplois supprimés ou menacés).

Pour gagner, tirons les leçons du passé. Nous avons besoin d'une organisation autonome des colères, légitimes et vitales, et leurs convergences, notamment sur le lieu de travail, par la grève nationale interprofessionnelle, articulée à des manifestations et des actions offensives.

Assez de mépris : la dictature patronale doit être balayée.

Mettons partout en débat la riposte au budget 2026 et à la politique patronale et gouvernementale.

Impulsons, avec notamment les cahiers revendicatifs CGT, dans tous les secteurs économiques, un appel convergent au « blocage du pays » par la grève, reconductible et illimitée, dès le 10 septembre et au-delà.

Plusieurs dates de mobilisations CGT ont déjà été posées : le 2 septembre est une date d'appel à la grève par la fédération CGT Mines Energie, le 10 septembre une journée de mobilisation et de grèves à l'appel de la FNIC CGT contre la répression syndicale. Un mois plus tard, la fédération CGT Santé et Action sociale organise une manifestation nationale le 9 octobre à Paris.

Ces dates présentent l'utilité d'étendre en accordéon les possibilités d'actions et de convergences : tout est lié.